



rapport annuel

année 2007

Comité français pour la solidarité internationale
32 rue Le Peletier - 75009 Paris
Tél. : 01 44 83 88 50 - Fax : 01 44 83 88 79
E-mail : info@cfsi.asso.fr

www.cfsi.asso.fr

DURABLEMENT CONTRE LA FAIM

Jean-Louis Vielajus
Délégué général
vielajus@cfsi.asso.fr

Agnès Belaïd
Responsable programme de coopération
belaïd@cfsi.asso.fr

Pascal Erard
Responsable plaidoyer
erard@cfsi.asso.fr

Typhaine Diouf
Chargée de communication
communication@cfsi.asso.fr

Ghania Gharbi
Assistante administrative
gharbi@cfsi.asso.fr

Anne-Françoise Taisne
Déléguée générale adjointe
taisne@cfsi.asso.fr

Anne d'Orgeval
Responsable éducation au développement
dorgeval@cfsi.asso.fr

Sarah Pomeranz
Chargée de mission plaidoyer et EAD
pomeranz@cfsi.asso.fr

Saskia Arndt
Chargée du suivi des financements
arndt@cfsi.asso.fr

Véronique Ancelin
Comptable
ancelin@cfsi.asso.fr

LE BUREAU

Président	Yves Berthelot
Vice-présidente	Bénédicte Hermelin
Vice-président	Jean-Philippe Delgrange
Trésorier	Christophe Alliot
Secrétaire	Jean-Jacques Guigon

La faim, une crise prévisible

La lutte contre la faim dans les pays du Sud reste la priorité du CFSI. Pour y répondre, les organisations membres du CFSI s'engagent dans le soutien à l'action de nos partenaires du Sud qui tentent d'améliorer le sort des familles paysannes et de favoriser l'accès à l'alimentation pour les familles urbaines. Le CFSI contribue aussi, avec la campagne **ALIMENTERRE** à sensibiliser l'opinion publique sur les causes réelles de la faim dans le monde, lui proposant des clés pour comprendre et pour se mobiliser. Pour lutter durablement contre la faim, il est indispensable d'interpeller les responsables français et européens sur les conséquences des politiques de coopération, de commerce ou d'agriculture, sur la pauvreté et la sous-alimentation dans les pays du Sud, en se faisant le porte-voix de nos partenaires du Sud.

La crise de l'accès à l'alimentation qui a éclaté à l'automne 2007 était prévisible. Elle résulte d'une hausse brutale des prix des produits agricoles sur le marché international. Son impact le plus violent s'est produit dans les pays hautement dépendants du marché international pour nourrir leur population. Elle s'est traduite par une augmentation de près de 75 millions du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde¹! Depuis plusieurs années déjà, des organisations paysannes du Sud et du Nord, ainsi que des associations de solidarité internationale, manifestent désaccord et inquiétude. Le désaccord tient au choix fait par la communauté internationale de baisser fortement son aide publique à l'agriculture vivrière, particulièrement en Afrique. Ce désengagement a produit un appauvrissement du milieu rural, le désinvestissement de l'agriculture et de nombreux mouvements migratoires. L'inquiétude est allée croissante avec la disparition progressive de la souveraineté alimentaire² de nombreux pays, créant une dépendance exacerbée aux marchés internationaux.

Soutenir les acteurs locaux pour une meilleure efficacité

Outre la faim, le CFSI est très engagé sur d'autres questions clés et, notamment, l'insertion des jeunes par l'économique, ou l'accès du plus grand nombre aux services de base (santé, éducation, formation, etc.). Dans ces domaines, plutôt que d'engager de vastes projets, le choix a été fait d'orienter les efforts en direction des organisations locales concernées par ces thèmes. Ceci conduit à mobiliser des ressources pour qu'elles mettent en œuvre leurs propres projets, à faciliter les échanges entre elles et leur mise en réseau. A terme, ce soutien important contribue à leur donner la crédibilité nécessaire pour engager un dialogue avec leurs gouvernements et faire évoluer les politiques publiques en faveur des besoins prioritaires des populations pauvres ou marginalisées. Ce type d'actions doit se développer dans les années à venir et nous sommes persuadés qu'il contribuera à renforcer l'efficacité de la solidarité internationale.

C'est, sur ces axes et avec ces approches, mais aussi avec la confiance de ses donateurs et des pouvoirs publics, que le CFSI veillera pour les années à venir à renforcer sa solidarité active, dans le contexte de crise de cette fin d'année 2007.

Yves Berthelot
Président

Jean-Louis Vielajus
Délégué général

1 - De 850 millions en 2006 à 923 millions en 2007 – Source FAO

2 - La souveraineté alimentaire c'est le droit pour un pays ou un groupe de pays de mener une politique agricole et alimentaire adaptée à ses besoins, sans dommage pour les autres pays.

AFDI - Agriculteurs français et développement international

Agir ABCD - Association générale des intervenants retraités

Agrisud International

Batik International

Cap Solidarités

CFTC - Confédération française des travailleurs chrétiens

CGT - Confédération générale du travail

CIEPAC - Centre international pour l'éducation permanente et l'aménagement concerté

CUF - Cités unies France

Echoppe

Electriciens sans frontières

Elevages sans frontières

ESSOR - Essor, soutien, formation, réalisation

FNMF - Fédération nationale de la mutualité française

GERES - Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarités

GRDR - Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural dans le tiers-monde

GRET- Groupe de recherche et d'échanges technologiques

ISF - Ingénieurs sans frontières

Misola

SPF - Secours populaire français

Syfia International

TECH DEV - Technologie pour le développement

TECHNAP

UNADEL - Union nationale des acteurs et des structures de développement local

UNMFREO - Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation

Toutes les coordonnées sur www.cfsi.asso.fr

⇩ UN COLLECTIF D'ACTION POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le CFSI est un collectif associatif de 25 organisations françaises engagées dans la solidarité internationale. Cette plate forme soutient des actions proposées par ses organisations membres. Elle conduit des initiatives collectives pour réduire durablement la faim, la pauvreté et les inégalités dans les pays et les régions les plus pauvres du monde.

⇩ TROIS MISSIONS COMPLÉMENTAIRES

↳ Soutenir des projets concrets de développement.

↳ Sensibiliser et mobiliser le public français sur les questions de solidarité internationale.

↳ Relayer les attentes des populations pauvres et de leurs organisations et plaider leur cause auprès des institutions de coopération internationale.

⇩ QUATRE PRINCIPES POUR AGIR

↳ Agir sur les causes plutôt que sur les conséquences.

↳ Agir dans la durée plutôt que ponctuellement.

↳ Agir ensemble plutôt que chacun de son côté.

↳ Agir en soutien à des partenaires locaux plutôt qu'à leur place.

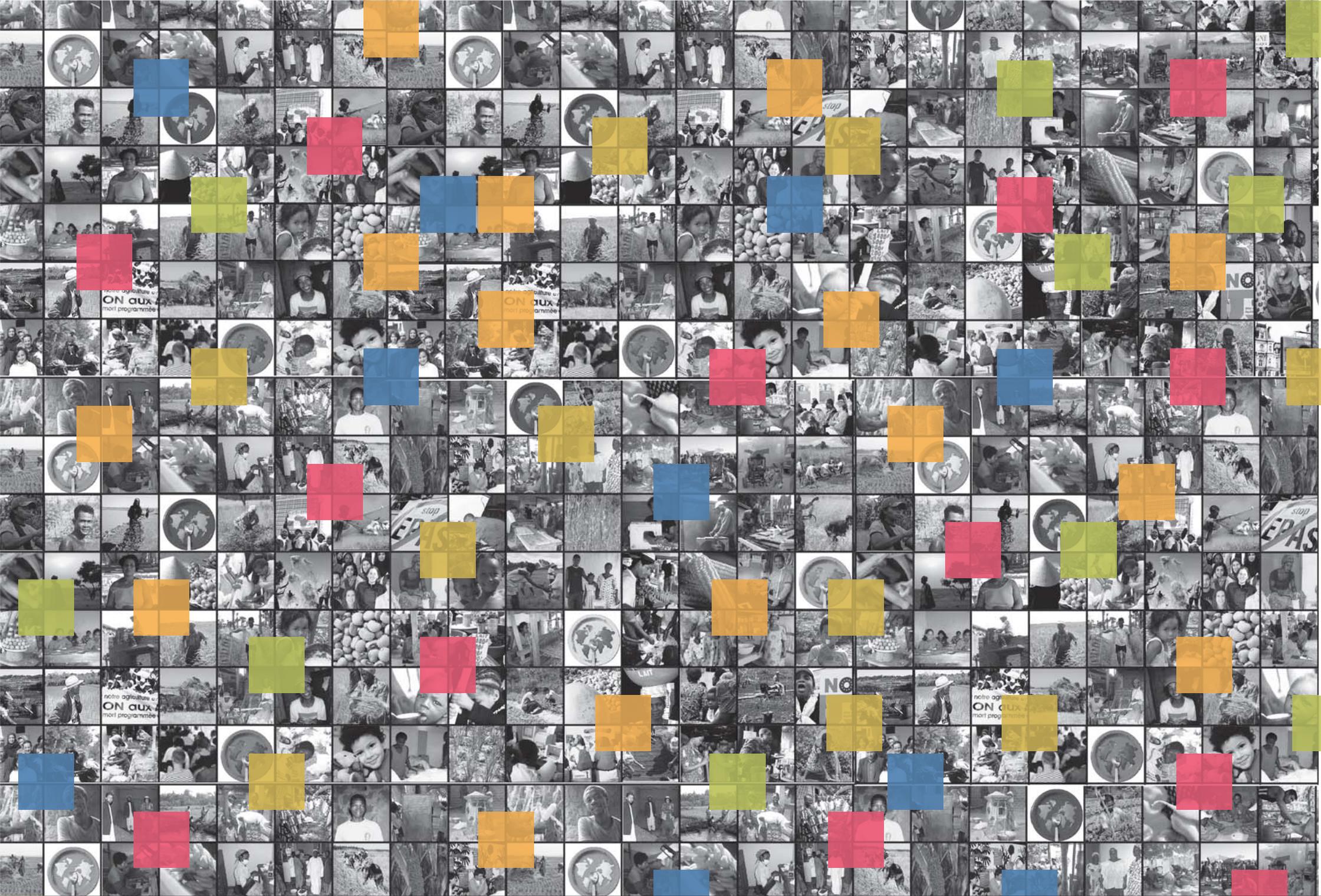
⇩ LES RÉSULTATS ATTENDUS DE NOS ACTIONS

↳ Des familles paysannes peuvent vivre dignement de leur travail et se nourrir.

↳ Des artisans développent leurs activités, créent de l'emploi et forment des apprentis.

↳ Des organisations locales peuvent se mettre au service des populations et participer au développement de leur village, de leur ville ou de leur pays.

AGIR
DURABLEMENT
CONTRE LA
FAIM ET
LA PAUVRETÉ



↳ 23 actions ...

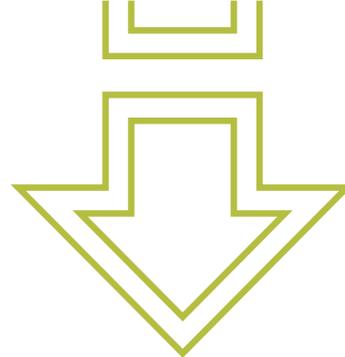
pour l'amélioration de l'agriculture familiale,
pour le développement de l'artisanat et de l'emploi,
pour le renforcement d'organisations locales.

↳ ... dans 17 pays

Algérie, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Cambodge,
Colombie, République du Congo, Madagascar, Mali, Mauritanie,
Mozambique, Niger, Pérou, Rwanda, Sénégal, Togo.

↳ 2 programmes collectifs

Programme Dialogue citoyen au Congo
Programme concerté pluri-acteurs en Algérie



#1
L'APPUI
AU
DÉVELOPPEMENT

Les actions soutenues par le CFSI répondent à un nombre limité de priorités. Toutes vont dans le sens d'agir pour pouvoir : se nourrir, vivre dignement de son travail, participer pleinement au développement de son pays.

↳ POUVOIR SE NOURRIR

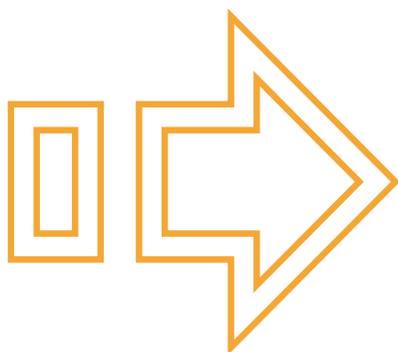
Puisque la majorité de ceux qui souffrent de la faim sont des paysans et des ruraux, la priorité s'impose. Les actions soutenues par le CFSI visent à améliorer la production agricole de milliers de petits exploitants, assurant ainsi une alimentation régulière à leur famille et une augmentation de leurs revenus.

↳ POUVOIR VIVRE DIGNEMENT DE SON TRAVAIL

Beaucoup de ceux qui ont moins de 1 euro par jour pour vivre sont des femmes et des jeunes. Ayant quitté l'école trop tôt et vivant d'expédients, ils ont peu de chances de pouvoir trouver ou créer un emploi stable et de s'insérer dans leur société. Aider des jeunes à trouver une formation puis plus tard un emploi, ou des femmes à monter une coopérative, tout ceci contribue à favoriser l'insertion et à réduire la pauvreté.

↳ POUVOIR PARTICIPER AU DÉVELOPPEMENT DE SON PAYS

Quelle que soit sa qualité, la solidarité internationale ne remplacera jamais, sur le long terme, l'action des organisations et associations locales qui agissent pour le développement de leur village, de leur ville et de leur pays. C'est pourquoi il est important de consacrer une part de l'effort de coopération à renforcer les compétences des organisations locales.



SUR 923 MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRANT DE LA FAIM EN 2007, 80 % SONT DES PAYSANS ET DES RURAUX. PARCE QUE LA FAIM FRAPPE D'ABORD LES PAYSANS, LE CFSI SOUTIEN DES ACTIONS VISANT À AMÉLIORER L'AGRICULTURE FAMILIALE.

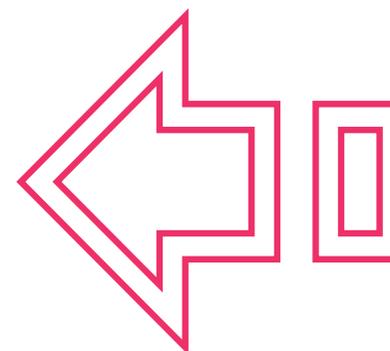
- ⇒ assurer aux paysans les moyens indispensables pour assurer leur métier : accès à la terre, accès au micro crédit, disponibilité en eau pour les cultures ;
- ⇒ permettre aux paysans d'accéder aux formations nécessaires pour améliorer leur production agricole et pour mieux commercialiser leurs produits ;
- ⇒ faciliter la création d'organisations paysannes, proches des préoccupations des petits paysans et qui puissent faire entendre leur voix auprès des gouvernants.

PAYS / RÉGION	PARTENAIRES FRANÇAIS ET LOCAUX	OBJECTIF	RÉSULTATS ATTENDUS / OBTENUS
BRÉSIL	AVSF AVEC APACC ET ESSOR	DÉVELOPPER UNE AGRICULTURE DURABLE	500 AGRICULTEURS FORMÉS A DES TECHNIQUES RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT 90 JEUNES SUIVENT UNE FORMATION EN ALTERNANCE
BRÉSIL / HAUT XINGU	GRET AVEC CAPPRU, CPT ET MFR	RENFORCER LA FORMATION ET LES SERVICES RENDUS AUX PETITS PAYSANS	1 000 FAMILLES AMÉLIORIENT LEURS TECHNIQUES DE PRODUCTION ET DE COMMERCIALISATION 125 JEUNES SUIVENT UNE FORMATION EN ALTERNANCE
CAMBODGE	CFSI AVEC LE GRET ET LE CEDAC	DÉVELOPPER UNE AGRICULTURE DURABLE	2 000 FAMILLES ONT AMÉLIORÉ LEUR PRODUCTION AGRICOLE ET AUGMENTÉ LEURS REVENUS
MAURITANIE	AGIR ABCD AVEC LA COMMUNAUTÉ DE N'DIO	AMÉNAGER ET EXPLOITER UN PÉRIMÈTRE DE CULTURES IRRIGUÉES	UN PÉRIMÈTRE IRRIGUÉ DE 40 HECTARES EST AMÉNAGÉ ET UTILISÉ PAR 70 FAMILLES LA COOPÉRATIVE AGRICOLE FÉMININE RENFORCE LA PRODUCTION DE FRUITS
MADAGASCAR	AFDI AVEC DES ORGANISATIONS PAYSANNES DE LA RÉGION DE HAUTE MATSIATRA	DÉVELOPPER LES FILIÈRES RIZ, MANIOC ET LÉGUMES SECS	LA PRODUCTION DE MANIOC EST MULTIPLIÉE PAR 10 LES SEMENCES PRODUITES LOCALEMENT SONT CERTIFIÉES
MALI	SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS AVEC DES GROUPEMENTS FÉMININS DU CERCLE DE YÉLIMANÉ	RENFORCER LES GROUPEMENTS FÉMININS MARAÎCHERS	20 GROUPEMENTS FÉMININS REGROUPANT 500 FEMMES INTENSIFIENT ET DIVERSIFIENT LEURS ACTIVITÉS AGRICOLES PAR LE MARAÎCHAGE
TOGO / BÉNIN / BOLIVIE / PÉROU	ISF	ÉTUDIER L'IMPACT DE LA NORMALISATION DES PRODUITS AGRICOLES AU SUD	DES RECOMMANDATIONS SONT ÉMISES ET LES ORGANISATIONS PAYSANNES LOCALES PEUVENT S'APPUYER SUR CETTE ÉTUDE

187 821 €

- ⇒ avec le micro crédit, des hommes et des femmes démarrent des activités rémunératrices et augmentent le revenu de la famille ;
- ⇒ des mutuelles de santé mises en place par des organisations locales permettent, contre une cotisation très modique, de retrouver le chemin du centre de santé et de soigner toute la famille ;
- ⇒ des programmes d'insertion économique offrent à des jeunes, ruraux ou citadins, la possibilité d'acquérir une formation professionnelle, tout en bénéficiant d'une alphabétisation et d'une éducation scolaire qu'ils n'ont souvent pas reçues.

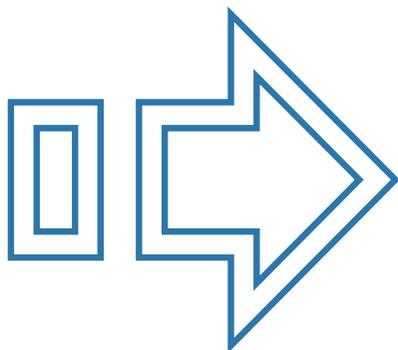
QUAND UN MILLIARD D'HOMMES ET DE FEMMES ONT MOINS D'UN EURO PAR JOUR POUR SURVIVRE, IL DEVIENT PLUS QU'URGENT DE METTRE L'ÉCONOMIE AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ. PARCE QUE LA SPIRALE DE L'APPAUVRISSMENT TOUCHE LES FAMILLES, LES ARTISANS, LES JEUNES À LA RECHERCHE D'UN EMPLOI, LE CFSI SOUTIEN DES ACTIONS VISANT À AMÉLIORER LEUR SITUATION



PAYS / RÉGION	PARTENAIRES FRANÇAIS ET LOCAUX	OBJECTIF	RÉSULTATS ATTENDUS
CAMBODGE	MFR AVEC AFDI BASSE-NORMANDIE, LE CEDAC ET LA FNN	DÉVELOPPER LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES RURAUX	LES ORGANISATIONS FRANÇAISES ET CAMBODGIENNES FORMALISENT UN PROJET DE PARTENARIAT SUR LA DURÉE
MADAGASCAR	GRET AVEC CITEA	DÉVELOPPER LES FILIÈRES D'ARTISANAT ET D'HUILE DE RICIN	LA FÉDÉRATION DES ARTISANS MET EN PLACE UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE. LES PRODUCTRICES D'HUILE DE RICIN SE PROFESSIONNALISENT ET PROSPECTENT DE NOUVEAUX MARCHÉS.
MADAGASCAR / ANTSIRABÉ	GRET	DÉVELOPPER LA FORMATION PROFESIONNELLE DES ARTISANS LOCAUX	400 SESSIONS DE FORMATION SONT ORGANISÉES POUR 2 000 ARTISANS
MOZAMBIQUE	ESSOR AVEC UPA ET INEF	FAVORISER L'ACCÈS À LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET À L'EMPLOI POUR DES JEUNES DÉFAVORISÉS	240 JEUNES DÉFINISSENT LEUR PROJET PROFESSIONNEL ET ACCÈDENT À UNE FORMATION. 100 JEUNES RÉALISENT UN STAGE CONVENTIONNÉ EN ENTREPRISE

140 361 €

SOCIÉTÉ CIVILE & PARTICIPATION



TANT QUE LES POPULATIONS PAUVRES SERONT CONSIDÉRÉES COMME DES BÉNÉFICIAIRES PASSIFS DE L'AIDE INTERNATIONALE, IL N'Y AURA PAS DE CHANGEMENT DURABLE DE LEUR SITUATION. DÈS LORS QU'ON LES AIDE À S'ORGANISER, ELLES PEUVENT EXPRIMER LEURS ASPIRATIONS, DÉVELOPPER LEURS CAPACITÉS D'INITIATIVE ET PARTICIPER PLEINEMENT À LEUR PROPRE DÉVELOPPEMENT.

Pour une aide au développement efficace et durable, il est possible d'agir :

- ⇒ en aidant les organisations locales à se structurer (associations de développement, coopératives, organisations de producteurs, associations de femmes, de jeunes, etc.) ;
- ⇒ en les accompagnant dans la réalisation de leurs propres projets ;
- ⇒ et en plaidant pour qu'elles soient consultées sérieusement en amont de la définition des politiques publiques ou de la conception des projets internationaux de développement.

RESPONSABLE DE L'ACTION	PAYS	PARTENARIAT LOCAL	RÉSULTATS ATTENDUS
AFDI	COLOMBIE	LE FONDO PAEZ	LE FONDO PAEZ FERA LA PROMOTION D'UNE AGRICULTURE PROFESSIONNELLE EN METTANT EN AVANT DES RÉALISATIONS PERTINENTES ET RÉPONDANT RÉELLEMENT AUX BESOINS DES FAMILLES INDIENNES.
AVSF	NIGER	APAD - APPUI AUX PROJETS ET ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT	L'APAD A RENFORCÉ SES COMPÉTENCES OPÉRATIONNELLES EN OBTENANT DE NOUVEAUX SOUTIENS FINANCIERS, AINSI QUE SES COMPÉTENCES DE GESTION
CGT	MADAGASCAR	CTM - CONFÉRENCE DES TRAVAILLEURS MALGACHES	LES ORGANISATIONS SYNDICALES MEMBRES DE LA CTM ONT PRIS DES POSITIONS COMMUNES SUR LES ACCORDS UE-ACP ET LE CONTENU DES PROCESSUS D'INTÉGRATION RÉGIONALE
CGT	RWANDA	CESTRAR - CENTRALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DU RWANDA	LES FORMATEURS NATIONAUX FORMÉS EN 2006 CONDUISENT 7 STAGES PROVINCIAUX DE FORMATION SYNDICALE (140 PERSONNES).
ECHOPPE	TOGO	ASSOCIATION ECHOPPE TOGO	DÉFINITION D'UNE STRATÉGIE D'ACTION SUR LES TROIS PROCHAINES ANNÉES ET D'UN PLAN DE FORMATION POUR LES ÉQUIPES ET POUR LA MUTUELLE DE FEMMES
ESSOR	BRÉSIL	ASSOCIATIONS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL	5 ONG BRÉSILIENNES ONT RENFORCÉ LEUR STRATÉGIE DE MOBILISATION AUPRÈS DU SECTEUR PRIVÉ AU BRÉSIL
GERES	BÉNIN	ORGANISATIONS TRAVAILLANT DANS LES SECTEURS DE L'ÉNERGIE ET DE LA TRANSFORMATION AGRICOLE	MISE EN PLACE D'UN CADRE DYNAMIQUE DE CONCERTATION. DES LIGNES DIRECTRICES D'UN PROTOCOLE ENGAGEANT LES ACTEURS PAR RAPPORT AU DÉVELOPPEMENT DES SERVICES ÉNERGÉTIQUES À USAGE PRODUCTIF SONT RÉDIGÉS
GRDR	MALI	RHK - RÉSEAU DES HORTICULTEURS DE KAYES	LE RÉSEAU EST RENFORCÉ DANS SES CAPACITÉS DE GESTION ET FONCTIONNE DE MANIÈRE AUTONOME
GRDR	SÉNÉGAL	GROUPEMENT D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE DU DÉPARTEMENT DE BAKEL	LES MEMBRES DES CONSEILS RURAUX MAITRISENT LEUR MANDAT ET FONCTIONNE AVEC CONFIANCE ET TRANSPARENCE, EN RENDANT COMPTE À LA POPULATION DE LEURS ACTIVITÉS
GRET	BRÉSIL	FETRAF - FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE FAMILIALE	LA FETRAF EST CAPABLE D'ÉLABORER DES PROPOSITIONS ALTERNATIVES PERTINENTES À NÉGOCIER AVEC L'ÉTAT AUTOUR DE L'APPUI À L'AGRICULTURE FAMILIALE
UNMFREO	MALI & BURKINA-FASO	UNION DES MAISONS FAMILIALES RURALES	LES RÉSEAUX DES MFR CONSOLIDÉS DANS LEUR FONCTIONNEMENT INTERNE ET LEURS PARTENARIATS INTERNATIONAUX SONT DES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT DES FORMATIONS RURALES RECONNUS PAR LEURS PAIRS, LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES, L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES.
MISOLA	MALI	ASSOCIATION MISOLA MALI	UNE FÉDÉRATION NATIONALE DES UNITÉS MISOLA EST CRÉÉE.

PROGRAMMES CONCERTÉS PLURI ACTEURS

#1
L'APPUI
AU
DÉVELOPPEMENT

⇒ Rénover le dialogue entre sociétés civiles et pouvoirs publics, c'est là tout l'enjeu des « programmes concertés pluri-acteurs » afin que les organisations de la société civile prennent une part active dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques de développement.

⇒ En qualité de chef de file, le CFSI assure le portage administratif et financier de deux programmes, en Algérie et au Congo.

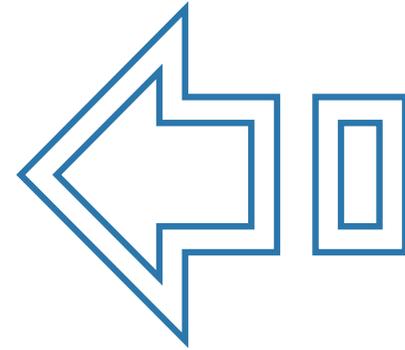
⇓ “ JOUSSOUR ” EN ALGÉRIE

Le programme Joussour s'adresse aux **associations algériennes œuvrant pour l'enfance et la jeunesse**. Ce dispositif de coopération algéro-français leur offre un soutien financier et technique dans la réalisation de leurs projets. Une vingtaine d'associations algériennes et autant d'associations et de collectivités territoriales françaises (dont AIDES, Batik International, Cités-Unies France, Les Francas, Handicap international, Santé SUD, Scouts et Guides de France, l'UCPA, WWF, les Villes de Belfort, Grenoble, Mulhouse, Saint-Etienne, etc.) se sont rassemblées autour de cette action commune visant à **renforcer les capacités individuelles et collectives du secteur associatif algérien**.

Au-delà des appuis fournis, tant pour des projets d'envergure que pour des initiatives locales, le programme veut jeter des ponts entre la société civile et les pouvoirs publics (Joussour signifie passerelle en arabe). **Passerelles à construire entre acteurs associatifs, passerelles à franchir dans le dialogue avec l'Etat**.

2007 était une année pilote pour le programme. Quatre projets de service auprès de jeunes et de l'enfance en Algérie ont pu être soutenus ; dans le cadre du partenariat entre les Villes de Grenoble et de Constantine, cinq autres projets portés par des associations œuvrant pour la jeunesse constantinoise ont été cofinancés.

AU NORD COMME AU SUD, LA CONCERTATION ENTRE LES ETATS ET LEURS SOCIÉTÉS CIVILES EST INDISPENSABLE POUR DES POLITIQUES EFFICACES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, LES INÉGALITÉS ET LES EXCLUSIONS.



⇓ “ DIALOGUE CITOYEN ” AU CONGO

En République du Congo, le dispositif mis en œuvre dès 2004 souhaite **favoriser les échanges et synergies entre les acteurs de la société civile congolaise et faciliter le transfert des savoir-faire**.

Tous les acteurs ont ainsi eu la possibilité de s'interroger et de faire évoluer leurs pratiques à travers une kyrielle de formations, de partages d'expériences et de rencontres institutionnelles. Espaces de dialogue et de concertation, des groupes thématiques ont vu le jour en parallèle. Ainsi, dans les départements de Pointe Noire et du Kouilou, un comité paritaire sur la santé à l'école rassemble aujourd'hui la direction départementale de la santé, le centre d'hygiène scolaire, la mairie de Pointe-Noire, des écoles privées, des parents d'élèves, etc.

A Brazzaville, un comité de promotion de l'assainissement comprend la mairie centrale, les mairies d'arrondissement, le secteur privé lucratif, les comités de marché, les chefs de quartier, etc. tandis que le parquet, les chefs de quartier, la police, la gendarmerie et des organisations de la société civile sont regroupées au sein d'un comité de suivi sur les questions d'accès à la justice des plus démunis.

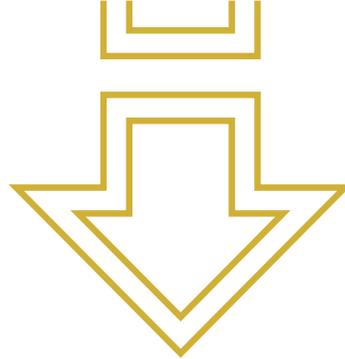
Et, pour contribuer au plan national sur l'eau et l'assainissement, les organisations de la société civile ont produit un recueil de projets communautaires sur l'eau.

Le programme s'est achevé à la fin de l'année 2007 pour donner place au **programme pluri-acteurs au Congo qui réunit 60 organisations congolaises et 13 organisations françaises** (dont l'Assemblée des Départements de France, la CGT, Juristes Solidarité, l'Ecole pour la Paix, le Défap, Syfia International, Auteuil International, etc.)

425 222 €

#2

**INFORMER
SENSIBILISER
MOBILISER**



LE PREMIER OBJECTIF DU MILLÉNAIRE, ADOPTÉ EN 2000 PAR LES NATIONS UNIES, VISE À RÉDUIRE DE MOITIÉ LE NOMBRE DE PERSONNES SOUFFRANT DE LA FAIM DANS LE MONDE. IL NE SERA PAS ATTEINT. PIRE, CE NOMBRE REMONTE DEPUIS QUELQUES ANNÉES : EN 2007, 923 MILLIONS DE PERSONNES DANS LE MONDE SONT SOUS-ALIMENTÉES, SOIT 75 MILLIONS SUPPLÉMENTAIRES EN SEULEMENT UN AN !

⇩ **INFORMER**

sur les mécanismes qui appauvrissent de très nombreuses familles pauvres à travers le monde. Informer sur ce paradoxe qui veut que les ¾ de ceux qui ne mangent pas à leur faim soient des paysans et des ruraux.

⇩ **SENSIBILISER**

aux causes de la sous-alimentation et de la malnutrition. Sensibiliser en particulier sur les contradictions flagrantes entre, d'une part, les efforts d'aide au développement en direction des pays pauvres et, d'autre part, les effets d'une libéralisation du commerce agricole qui met à mal les économies les plus fragiles.

⇩ **MOBILISER**

les citoyens pour que soient réellement respectés les droits des plus faibles : le droit à l'alimentation, le droit à la souveraineté alimentaire.

C'est le sens de la campagne **ALIMENTERRE**, lancée dès l'année 2000, dont le temps fort a lieu en automne, autour de la Journée mondiale de l'alimentation.

Campagne de sensibilisation et de mobilisation, **ALIMENTERRE** se décline en une série de manifestations partout en France (projections-débats, marchés alimentaires et solidaires, conférences, ateliers, animations scolaires, etc.). Relayée dans plusieurs pays européens et africains, la campagne densifie chaque année son audience.

ALIMENTERRE, ce sont aussi des actions d'éducation au développement conduites toute l'année, par le biais d'expositions itinérantes ou d'outils pédagogiques.

⇨ **Un public renouvelé et de nouveaux modes d'information**

50 000 personnes sensibilisées à travers 250 actions menées dans le cadre de la campagne **ALIMENTERRE**, dont plus de 60 % à destination d'un public scolaire ou étudiant.

Première édition du festival de films **ALIMENTERRE**

⇨ **Un réseau mobilisé**

En France, plus de 200 organisations relaient la campagne.

En Europe, des partenariats avec des ONG belges, luxembourgeoises et polonaises.

Concertation avec des Organisation de la société civile au Sud (Brésil, Cameroun, Sénégal, Madagascar, Mali, Niger, Togo)

⇨ **Une campagne de mobilisation efficace**

Une campagne contre les Accords de partenariat économiques axée sur la filière lait local

20 000 signataires demandent au gouvernement français d'agir en faveur du principe de la souveraineté alimentaire et du droit des pays africains à protéger leur agriculture

ALIMENTERRE : DES OUTILS, UN RÉSEAU

#2

**INFORMER
SENSIBILISER
MOBILISER**

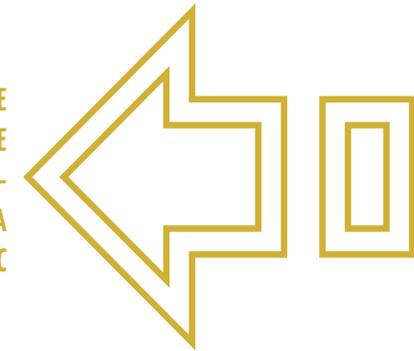
⇩ ALIMENTERRE, UN RÉSEAU EN ACTION

PÔLES ET RELAIS DE CAMPAGNE : Alter'énergies, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, Anis Etoilé, Cap Humanaire, CODES, FORIM, Ingénieurs Sans Frontières, Lafi Bala, Maison des Droits de l'Homme-Limoges, RADSI, RECIDDEV, Starting Block

PARTENAIRES : Agrisud International, Bio'Jour, CMR, Echoppe, Fédération Artisans du Monde, FIAN France, Les Amis de la Terre, MCM- Nantes, Réseau Cohérence, RESIA, Ritimo, Semaine de la Solidarité internationale

SOUTIENS : Adéquations, Aube M'Bour, Coordination Sud, Confédération Paysanne, CRID, ESSOR, Foi et Justice, FNAB, GERES, GRDR, GRET, MNLE Nord Pas-de-Calais, Oxfam France-Agir Ici, SOS Faim Belgique, SOS Faim Luxembourg, Tech Dev

Au total, plus de 200 organisations locales, mobilisées contre la faim et en faveur de l'agriculture familiale, font vivre la campagne.



EN 2007, LE CFSI A REÇU, AU TITRE DE LA CAMPAGNE ALIMENTERRE, LE PRIX DU HAUT CONSEIL DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LA QUALITÉ DE L'INFORMATION DU PUBLIC

⇩ PREMIÈRE ÉDITION DU FESTIVAL DE FILMS ALIMENTERRE

Pour impulser une nouvelle dynamique de sensibilisation et d'information, le CFSI a convié le grand public au festival de films ALIMENTERRE pour mettre des images et des mots sur les désordres alimentaires du monde.

Un succès puisque cette 1^{re} édition a fait salle comble pour un taux de satisfaction de 94 %. Au cours de ces quatre soirées thématiques organisées au cinéma parisien L'Entrepôt, les projections de documentaires ont été suivies de débats avec le public, en présence d'experts et/ou des réalisateurs.

“ Le Festival ALIMENTERRE encourage la démarche citoyenne d'un public soucieux de se forger un avis éclairé sur les problématiques d'aujourd'hui, explique Anne d'Orgeval, responsable Education au développement. Le succès rencontré en 2007 nous conduit à envisager pour la fin de l'année 2008, une 2^e édition plus ambitieuse avec des rendez-vous à travers toute la France. ”

Lille Montpellier Poitiers Valence Bordeaux
Orléans Besançon Limoges Lyon Lorient
Clermont-Ferrand Paris
Briançon Marseille

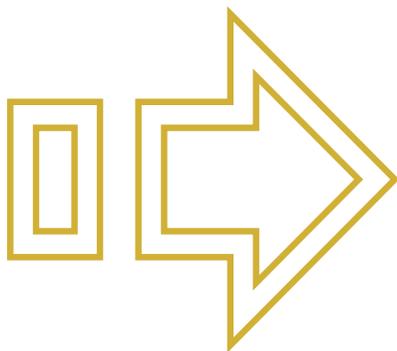
⇩ DES EXPOSITIONS ITINÉRANTES

Inaugurée en 2006, l'exposition « ALIMENTERRE, des paysans contre la faim » a poursuivi sa tournée en France et au Luxembourg. Accueillie au Salon des Solidarités à Paris du 22 au 24 juin 2007, plus de 1 000 visiteurs ont pu la découvrir.

Intitulées « Vers une Afrique nourricière » et « La faim dans le monde », les expositions mobiles, conçues et mises à disposition gracieusement par le CFSI, ont été accueillies par une quinzaine de structures.



LA CAMPAGNE “ LAIT : NE TARISSONS PAS LA SOURCE AFRICAINE ! ”



20 000 SIGNATURES POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET CONTRE LES APE
EN 2007, LE CFSI A POURSUIVI LA MOBILISATION CONTRE LES ACCORDS DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE À TRAVERS L'EXEMPLE DE LA FILIÈRE LAIT EN AFRIQUE. FORTE DES RÉSULTATS DES ACTIONS MENÉES EN 2006¹, LA CAMPAGNE « LAIT : NE TARISSONS PAS LA SOURCE AFRICAINE ! » S'EST ASSORTIE D'UNE PÉTITION EN DIRECTION DES MINISTRES FRANÇAIS DE LA COOPÉRATION, DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES. RELAYÉE PAR LES PÔLES ET RELAIS ALIMENTERRE, ELLE A REÇU LE SOUTIEN DE 20 000 CITOYENS. PASCAL ERARD, RESPONSABLE PLAIDOYER, TIRE LE BILAN DE CETTE CAMPAGNE : « LES PRESSIONS EXERCÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE ONT ÉTÉ SANS EFFET SUR LA MOITIÉ DES ACP, UNE TRENTAINE D'ÉTATS AYANT CEPENDANT SIGNÉ UN ACCORD. LA MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES PAYS ACP ET EN EUROPE (NOTRE CAMPAGNE ÉTAIT UN DES MAILLONS DE CETTE MOBILISATION) ET LA RÉ-SISTANCE DE CHEFS D'ÉTATS (DONT LE SÉNÉGAL, L'AFRIQUE DU SUD...) ONT CONTRIBUÉ À CE RECUIL ».

**LAIT :
NE TARISSONS PAS
LA SOURCE AFRICAINE !**



**CONTRE LA FAIM ET POUR
L'AGRICULTURE FAMILIALE,
MOBILISONS-NOUS !**

Depuis 2004, le CFSI s'est engagé dans des campagnes collectives visant à attirer l'attention sur la dégradation de la situation des paysans des pays du Sud.

L'accent est mis aussi sur la situation analogue que peuvent connaître des agriculteurs français et européens marginalisés par les orientations de la Politique agricole commune.

De telles campagnes collectives, couplées à d'autres initiatives des sociétés civiles du Nord et du Sud, permettent d'exprimer fortement les inquiétudes des citoyens européens et africains auprès des décideurs, en matière de politique agricole, commerciale et de développement.



En toile de fond, les organisations mobilisées par ces campagnes revendiquent de donner aux quelques 3 milliards de paysans et de ruraux du monde la possibilité de vivre dignement de leur travail. La libéralisation des échanges agricoles internationaux, accélérée depuis 1994, constitue un véritable risque pour cette agriculture familiale, sans qu'on connaisse aujourd'hui les alternatives qui sont proposées aux centaines de milliers de familles rurales qui abandonnent leur terre chaque année.



Le maintien et l'amélioration de l'agriculture familiale demande :

- de **faire respecter le droit à l'alimentation et le droit à la souveraineté alimentaire** ;
- que **ces droits priment sur les règles du commerce international** ;
- et que **l'aide publique au développement consacrée à l'agriculture**, qui a baissé de moitié durant les quinze dernières années, **soit augmentée de façon consistante**.



APE

Accord de Partenariat ou de paupérisation économique ?

La coopération entre l'Union européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) est définie dans le cadre d'accords (Accords de Lomé avant 2000, accord de Cotonou depuis 2000). L'accord de Cotonou qui comporte un volet aide au développement et un volet commercial introduit un changement majeur, le principe de réciprocité :

- Les accords de Lomé prévoyaient un système de préférences commerciales non réciproques : en pratique, la majorité des produits des pays ACP pouvait entrer librement sur le marché européen. En revanche, les pays ACP appliquaient aux importations européennes le même traitement qu'aux importations des autres pays du monde ;
- l'accord de Cotonou veut mettre en place, via les Accords de partenariat économique (APE) un système de préférences commerciales réciproques : les pays ACP devront ouvrir leurs marchés aux produits européens. Il s'agit donc de créer des zones de libre échange entre l'Union européenne et les pays ACP.

1 - En 2006, le CFSI a mené la campagne " Lait : l'Europe est vache avec l'Afrique "

les comptes 2007 du CFSI

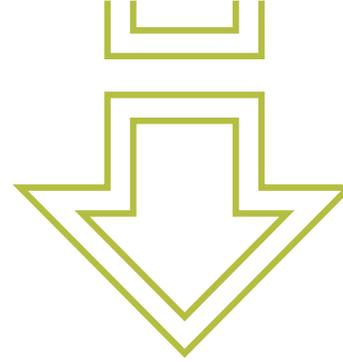
Le budget 2007 du CFSI est en progression. Celle-ci reflète les engagements pris sur la durée avec des partenaires au Sud. Avec un résultat positif de 26 814 €, le CFSI reconstitue partiellement ses réserves entamées en 2006 pour maintenir ses activités et ses orientations stratégiques.

La politique financière a été mise en œuvre dans le cadre d'une gestion très rigoureuse incluant une sélection des projets, une validation des dépenses conformément aux conventions signées avec les bénéficiaires, un contrôle interne et au final un contrôle externe assuré par le commissaire aux comptes du CFSI. Par ailleurs, les projets les plus importants comme ceux menés au Cambodge ou la campagne ALIMENTERRE ont fait l'objet d'audits externes spécifiques.

Cette politique a été soutenue par votre confiance car, jour après jour, les dons que vous adressez au CFSI, construisent très concrètement les actions menées.

Merci pour votre soutien et aidez-nous à poursuivre notre travail pour réduire durablement la faim et la pauvreté.

Christophe Alliot, trésorier



UNE GESTION RIGoureuse ET CONTRÔLÉE DE MANIÈRE INDÉPENDANTE

Les comptes du CFSI ont été examinés et certifiés par M Raphaël Barouch, commissaire aux comptes. L'Assemblée générale, qui regroupe les organisations membres du CFSI, les a approuvés le 19 juin 2008.

le comité de la charte du don en confiance



est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Depuis près de 20 ans, le Comité a élaboré un ensemble de règles de déontologie regroupées dans une Charte reposant sur 4 grands principes :

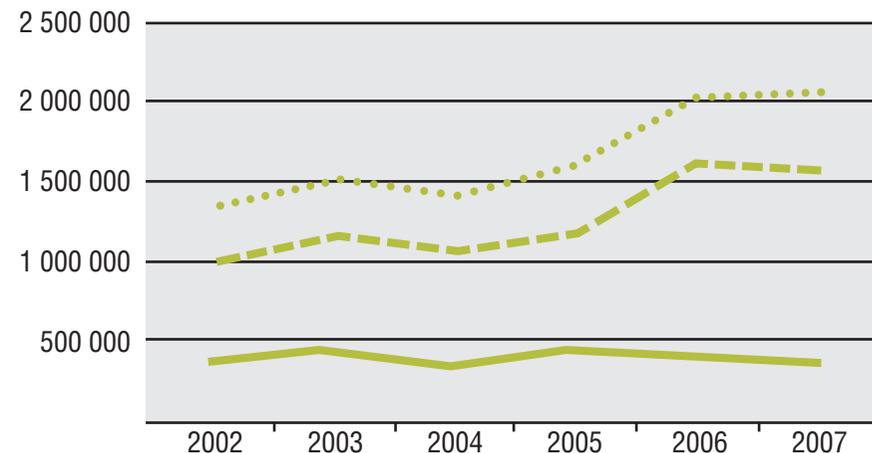
- Fonctionnement statutaire et gestion désintéressée
- Rigueur de la gestion
- Qualité de la communication et de la collecte de fonds
- Transparence financière

Les organisations agréées s'engagent à respecter cette Charte et le Comité en contrôle l'application.

Pour consulter la liste des organisations agréées : www.comitecharte.org

ÉVOLUTION DU BUDGET HORS ENGAGEMENT

- Missions sociales
- Collecte et fonctionnement
- Total



LE BILAN

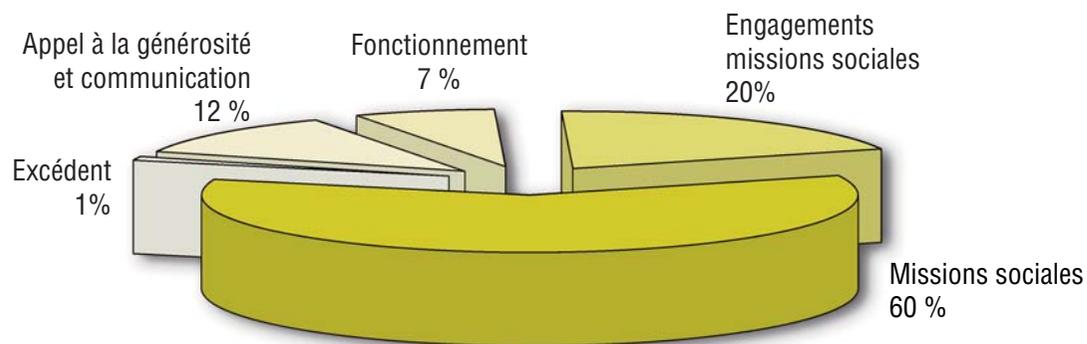
ACTIF	31/12/2006	31/12/2007	PASSIF	31/12/2006	31/12/2007
Actif immobilisé	68 451	59 800	Fonds propres	287 701	314 513
Produits à recevoir	531 593	301 954	Fonds dédiés aux projets	348 698	545 799
Trésorerie	542 568	974 672	Provision pour risques	0	0
Charges constatées d'avance	300 125	284 755	Dettes	806 338	760 509
TOTAL ACTIF EUROS	1 442 737	1 620 821	TOTAL PASSIF EUROS	1 442 737	1 620 821

Le bilan présente la situation du patrimoine de l'association à la date de la clôture de l'exercice. L'augmentation du total du bilan s'explique essentiellement par l'augmentation des fonds dédiés c'est à dire des subventions et des dons affectés à des projets pluriannuels.

↳ La situation financière du CFSI reste saine :

- les fonds propres permettent de financer d'éventuels décalages de trésorerie ;
- les dettes à court terme sont financées par la trésorerie disponible.

RÉPARTITION DES EMPLOIS 2007



LE COMPTE D'EMPOI

EMPLOIS EN EUROS		Réalisé 2006	Réalisé 2007	2007 en %	Évolution 2006 à 2007
1	Animation des programmes de développement	145 568	176 971	7 %	22 %
1	Programme agriculture et alimentation	208 764	187 821	7 %	- 10 %
1	Programme économie sociale et solidaire	172 740	140 361	6 %	- 19 %
1	Programme sociétés civiles et participation	403 083	425 222	16 %	5 %
2	Missions en France : opinion publique	703 223	623 189	24 %	- 11 %
Sous total missions sociales		1 633 378	1 553 564	60 %	- 5 %
3	Appel à la générosité	205 474	278 064	11 %	35 %
4	Communication	32 870	22 626	1 %	- 31 %
5	Fonctionnement	145 952	185 444	7 %	27 %
Sous total fonctionnement communication		384 296	486 134	19 %	26 %
Charges exceptionnelles		3 954	2 345		
Total des emplois de l'exercice inscrit au compte de résultat		2 021 628	2 042 043	79 %	1 %
6	Engagements affectés aux missions sociales	188 608	525 777	20 %	179 %
Total des emplois affectés aux missions sociales		188 608	525 777	20 %	179 %
Excédent exercice		0	26 814	1 %	
TOTAL GÉNÉRAL DES EMPLOIS		2 210 236	2 594 634	100 %	17 %

LES EMPLOIS

1. MISSIONS SOCIALES : ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT

Les dépenses liées aux activités de coopération avec les sociétés civiles du Sud (930 K€) comprennent : les frais de suivi et d'animation (177 K€) qui correspondent essentiellement aux ressources humaines affectées à l'animation des programmes. Pour améliorer leur efficacité, le CFSI a renforcé son équipe ; les actions soutenues au Sud, déclinées en trois programmes : agriculture et alimentation (188 K€), économie sociale et solidaire (140 K€), société civile et participation aux politiques publiques (425 K€). Ces montants sont affectés conformément aux financements reçus et aux engagements pris avec les partenaires du Sud et les membres du CFSI. Les projets proposés par les organisations membres du CFSI font l'objet d'un examen puis sont approuvés par le bureau de l'association (le bureau regroupe six personnes à savoir le président, le vice-président, le trésorier, le trésorier adjoint, les secrétaires). Au total, 33 projets ont été soutenus en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ces actions sont cofinancées par le Ministère des Affaires étrangères et européennes, l'Union européenne et les donateurs du CFSI.

2. MISSIONS SOCIALES : SENSIBILISATION ET MOBILISATION DE L'OPINION PUBLIQUE

Pour lutter durablement contre la faim, le CFSI mène des actions de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion publique comme en témoignent les activités menées dans le cadre de la campagne ALIMENTERRE. 50 000 personnes ont été sensibilisées. Ces actions sont financées par l'Union européenne, le ministère des Affaires étrangères et européennes, des soutiens privés (fondations) et les donateurs du CFSI.

DES RESSOURCES

	RESSOURCES EN EUROS	Réalisé 2006	Réalisé 2007	2007 en %	Évolution 2006 à 2007
7	Dons	508 171	607 822	23 %	20 %
8	Legs	68 095	95 714	4 %	41 %
9	Subventions privées	15 000	157 475	6 %	950 %
10	Subventions publiques	796 130	1 249 348	48 %	57 %
11	Cotisations	23 962	31 285	1 %	31 %
12	Autres produits	128 689	124 313	5 %	- 3 %
	Produits exceptionnels	7 000		0 %	
	Total des ressources inscrites au compte de résultat	1 547 047	2 265 957	87 %	46 %
13	Reprise sur ressources affectées aux missions sociales	579 874	328 677	13 %	- 43 %
	Total des reprises sur ressources affectées aux missions sociales	579 874	328 677	13 %	- 43 %
	TOTAL GÉNÉRAL DES RESSOURCES	2 126 921	2 594 634	100 %	22 %
	Déficit de l'exercice	83 315			
	TOTAL GÉNÉRAL	2 210 236	2 594 634		

3. APPEL À LA GÉNÉROSITÉ

Les frais d'appel à la générosité incluent l'envoi de quatre courriers par an aux donateurs, les frais de mobilisation de nouveaux donateurs et les frais du personnel impliqué dans la recherche de fonds. La progression constatée en 2007 s'explique par un effort accru pour sensibiliser de futurs donateurs. Elle est moins importante que la progression des dons.

4. COMMUNICATION

Les frais de communication concernent les activités d'information et de communication institutionnelle. Compte tenu des efforts engagés pour augmenter le nombre de donateurs, les frais de communication ont été réduits par rapport à 2006.

5. FONCTIONNEMENT

La progression des dépenses de fonctionnement (locaux, personnel administratif) s'explique par un renforcement du secteur administratif et financier indispensable à une bonne gestion de l'association.

A noter que le CFSI veille à limiter ces dépenses au maximum : elles ne représentent que 7 % du budget.

6. ENGAGEMENTS AFFECTÉS AUX MISSIONS SOCIALES

Le CFSI agit sur la durée et mène des programmes pluriannuels. Les fonds affectés à ces projets mais non utilisés sont comptabilisés au titre des engagements. Ils seront utilisés pour la poursuite des projets l'année suivante et feront alors l'objet d'une reprise sur ressources affectées.

LES RESSOURCES

7. LES DONS

Le montant des dons ainsi que le nombre de donateurs a progressé en 2007. Ainsi, 10 000 donateurs ont soutenu le CFSI. Parmi eux, 1 300 ont accepté de faire des dons par prélèvement. Ce geste régulier qui permet de répartir le soutien sur toute l'année est aussi une aide indispensable pour mieux prévoir nos activités.

8. LES LEGS

Le CFSI est une association reconnue d'utilité publique. Ce statut lui permet de recevoir des legs et des donations exonérés de droits de succession. En 2007, six legs ont été encaissés, pour un montant moyen de 16 000 Euros.

9. LES SUBVENTIONS PRIVÉES

Les subventions privées correspondent à des soutiens de fondations : en 2007, différentes fondations ont soutenu le programme société civile et participation en Algérie et au Congo, la campagne ALIMEN-TERRE, le programme économie sociale et solidaire à Madagascar et le programme agriculture et alimentation au Cambodge.

10. LES SUBVENTIONS PUBLIQUES

Des actions de développement et des actions de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion publique ont été soutenues financièrement par le ministère des Affaires étrangères et européennes, l'Union européenne, la Ville de Paris et de nombreuses collectivités locales françaises.

11. COTISATIONS

Les cotisations proviennent des membres du CFSI. Au 31/12/2007, le CFSI rassemblait 26 organisations de solidarité internationale qui participent à des programmes collectifs de lutte contre la faim et la pauvreté.

12. AUTRES PRODUITS

Les autres produits incluent les participations d'organisations membres à des activités et les produits financiers.

13. REPRISES SUR RESSOURCES AFFECTÉES AUX MISSIONS SOCIALES

Les reprises concernent les ressources affectées les années précédentes à des actions pluriannuelles mises en oeuvre durant l'exercice 2007.

#3

RAPPORT FINANCIER 2007

Vous pouvez obtenir sur simple demande les comptes détaillés de l'exercice incluant les annexes financières et le rapport du commissaire aux comptes. Vous pouvez également télécharger le rapport d'activités et les comptes 2007 sur le site du CFSI : www.cfsi.asso.fr

COMBATTONS

la FAIM

AVEC LES PAYSANS AFRICAINS



photo : Flavier © IRD - conception graphique : e.may@noos.fr



CFSI
Durablement
contre la faim

des actions concrètes face à la crise alimentaire